



Parc national  
du Mercantour

## Décision individuelle N° 2024-369

**Pétitionnaire** : société Sky Lift Sud pour le compte de l'entreprise EIFFAGE et du Département des Alpes-Maritimes

**Adresse** : Siège d'exploitation - LE PORTARET 83340 LE CANNET-DES-MAURES

**Nature de la demande** : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

**Intitulé du projet** : survol d'approvisionnement du chantier de restauration du sentier du vallon de Salèse

**Localisation** : Vallon de Salèse – commune Saint-Martin-Vésubie

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2022-176 autorisant le Département des Alpes-Maritimes à effectuer des travaux de sécurisation et de restauration des sentiers pédestres inscrit au PDIPR et situés dans le cœur du parc national, modifiée par la décision individuelle n°2022-196,

**Considérant** la demande de survol formulée en date du 29 septembre 2024 par Monsieur MAZDIA Mika, de l'entreprise EIFFAGE, pour le compte du Département des Alpes-Maritimes, ayant comme prestataire de survol la société Sky Lift Sud,

**Considérant** que la demande concerne des héliportages d'acheminement de matériel et de matériaux nécessaires à la réalisation des chantiers autorisés par la décision sus-visée pendant la période comprise entre le 1er juin et le 15 octobre telle que définie par la modalité d'application de la réglementation en zone cœur n°29,

**Considérant** qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages et les grands rapaces rupestres sont sensibles au dérangement et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société SKY LIFT SUD, représentée par Monsieur RINGOT Benoît, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier de restauration du sentier du vallon de Salèse sur la commune de Saint-Martin-Vésubie pour le compte de l'entreprise EIFFAGE et du Département des Alpes-Maritimes.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef**

nom du pilote : RINGOT Benoît et MORMANN Kevin

type d'appareil : Ecureuil AS350, H125 Bleu et blanc  
n° de l'appareil : F-HERZ

type d'appareil : Ecureuil AS350, H125 Rouge  
n° de l'appareil : F – HGAP

**2.3. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.**

**2.4. Nombre total de rotations autorisé : 130 rotations réparties conformément aux dispositions de l'article 3.**

**2.5. Les éventuels vols de liaison non chargés sont réalisés en reprenant l'itinéraire d'accès autorisé puis en volant en-dehors du cœur ou à une altitude supérieure à 1000 mètres du sol.**

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour les :

- **Jeudi 03 octobre 2024 : 60 rotations pour l'installation et ravitaillement du chantier (big-bags de pierres)**
- **Mercredi 09 octobre 2024 : 50 rotations entre la zone de prélèvements des pierres et le chantier pour acheminer des bigs bags de pierres.**
- **Mardi 15 octobre 2024 : 20 rotations pour ravitaillement du chantier (passerelle 11ML et big-bags de pierres).**

En cas de force majeure, le report des survols **après ces dates et avant le 16 octobre 2024** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

**Aucun report au-delà de la date du 15 octobre 2024 n'est autorisé.**

Contact :

-Service territorial Vésubie

chef de service : LACOSTE Romain ([romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr](mailto:romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr) ; 06.16.27.64.33)

adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr) ; 06.46.45.64.82)

#### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

#### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 02 octobre 2024

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- Service territorial Vésubie
- M. CHAUDET Julien

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



**ANNEXE - DECISION N° 2024-369**  
**PLAN DE VOL "DZ BOREON" --> "DZ CHANTIER VALLON DE SALESE"**

